à tort et le recouvrement et l'apurement des éventuels indus résultant des paiements.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 731-8. – Sauf disposition contraire, un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent titre. »

II. – L'Établissement de retraite et de prévoyance de la fonction publique de l'État se substitue, à une date fixée par décret, et au plus tard le 1^{er} janvier 2022, au service des retraites de l'État pour l'accomplissement de l'ensemble des missions que celui-ci a en charge et pour la mise en œuvre de ses droits et obligations.

À compter de cette date, les personnels affectés au service des retraites de l'État sont transférés à l'Établissement de retraite et de prévoyance de la fonction publique de l'État dans les conditions suivantes :

1° Les fonctionnaires en activité sont maintenus dans cette position ;

2° Les fonctionnaires placés en détachement peuvent être maintenus dans cette position jusqu'au terme de leur période de détachement ;

3° Les agents contractuels de droit public ou de droit privé restent soumis à leur contrat jusqu'à son terme.

Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent II.

Commentaire [Lois187]:
Amendement n° 39645

Article 54

- ① I. – Le chapitre IX du titre IX du livre I^{er} du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte de l'article 49 de la présente loi est complété par un article L. 199-4 ainsi rédigé :
- ② « Art. L. 199-4. – Les organismes chargés de la gestion de régimes de retraite obligatoires concluent une convention avec la Caisse nationale de retraite universelle pour déterminer les missions qu'ils exercent en vue de la mise en œuvre du système universel de retraite. Ces conventions précisent notamment les modalités de financement de ces missions.
- ③ « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'organisation, de mise en œuvre et de financement des opérations de gestion réalisées par les organismes chargés de la gestion du système universel de retraite. Il

définir les modalités d'évaluation des résultats des organismes ainsi que les conditions dans lesquelles ces organismes mettent à la disposition de la Caisse nationale de retraite universelle les données relatives à la carrière des assurés au titre du système universel de retraite dont ils assurent la gestion. Il détermine également les conditions dans lesquelles il peut être mis fin à ces opérations de gestion au vu des résultats constatés. »

I bis (nouveau). – La Caisse centrale de la mutualité sociale agricole conclut la convention prévue à l'article L. 199-4 du code de la sécurité sociale pour le compte de l'ensemble des caisses de mutualité sociale agricole au titre de la gestion des régimes mentionnés aux articles L. 722-1 et L. 722-20 du code rural et de la pêche maritime.

Commentaire [Lois188]:
Amendement n° 35269

- ④ II. – Au premier alinéa de l'article L. 122-8 du code de la sécurité sociale, après le mot : « nationaux », sont insérés les mots : « gestionnaires de régimes obligatoires » et les mots : « de sécurité sociale » sont supprimés.

CHAPITRE II

Une gouvernance responsabilisant les acteurs

Article 55

- ① Le titre IX du livre I^{er} du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte de l'article 2 de la présente loi est complété par un chapitre XI ainsi rédigé :

② « CHAPITRE XI

③

« *Pilotage financier du système universel de retraite*

④

« *Section 1*

⑤

« *Pilotage pluriannuel*

⑥

- ⑥ « *Art. L. 19-11-2.* – Dans le cadre de projections sur les quarante années à venir prévoyant l'équilibre du système universel de retraite, apprécié comme un solde cumulé positif ou nul sur cette période, en tenant compte des orientations pluriannuelles des finances publiques en vigueur et de manière à ce que le solde cumulé du système universel de retraite apprécié sur la première période de cinq ans soit également positif ou nul, le conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite universelle propose, par délibération, l'évolution envisagée des paramètres suivants en vue d'assurer cet équilibre :